

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Art. 3. Le Ministre en charge des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 14 décembre 2023.

Pour le Gouvernement de la Communauté française,
Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/48696]

14 DECEMBER 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de prioritaire richtlijnen voor het jaar 2024 inzake subsidiëring van de organisatie van sportmodules en van programma's ter bevordering en ontwikkeling van de sport

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 november 2018 betreffende de subsidiëring van de organisatie van sportmodules of van programma's ter bevordering en ontwikkeling van de sport, artikel 3, 3^o en 4^o ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 september 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 21 september 2023;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Sport, gegeven op 16 oktober 2023;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De prioritaire richtlijnen voor de subsidiëring van de organisatie van sportmodules en programma's ter bevordering en ontwikkeling van de sport, die van toepassing zijn op de gemeentebesturen of verenigingen zonder winstoogmerk waaraan de gemeenten, rechtstreeks of via gemachtigden of derden die handelen in hun hoedanigheid van vertegenwoordigers van de gemeente, de uitvoering van het gemeentelijk sportbeleid toevertrouwen, alsmede op de lokale sportcentra en de geïntegreerde lokale sportcentra bedoeld in het decreet van 27 februari 2003 tot organisatie van de erkenning en subsidiëring van de lokale sportcentra en de geïntegreerde lokale sportcentra voor het jaar 2024, luiden als volgt :

1) de ontwikkeling van de vrouwensport;

2) de integratie en sociale inschakeling van personen met beperkte mobiliteit en personen met een gebrek of handicap bevorderen;

3) de ontwikkeling van sportactiviteiten voor de 35-plussers bevorderen ;

4) de integratie bevorderen van mensen die ver verwijderd zijn van enige fysieke en/of sportieve praktijk door samenwerking/partnerschap, waarbij een overeenkomst wordt gesloten, met non-profit lokale actoren, inzonderheid de schoolinfrastructuur ;

5) de ontwikkeling van afdelingen " Sport Loisir » binnen de sportkringen bevorderen in hun erkende disciplines door activiteiten te organiseren in verband met de Olympische en Paralympische Spelen.

Onder " Sport Loisir » wordt verstaan een sportbeoefening met als primair doel plezier, welzijn en gezondheid, zonder de verplichting om aangesloten te zijn bij een sportfederatie of een sportkring.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

Art. 3. De Minister van Sport is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 december 2023.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,

P.-Y. JEHOLET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/48643]

14 DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution des chapitres II et V du décret du 3 avril 2014 relatif aux arts plastiques

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 20, modifié par la loi du 16 juillet 1993 ;

Vu le décret du 3 avril 2014 relatif aux arts plastiques, les articles 9, 10, alinéa 1^{er}, 12, alinéa 1^{er}, 15, § 3, 16, § 2, 1^o, 21 § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 24, § 2, 1^o et § 3, 1^o, 29, alinéa 1^{er}, 30, alinéa 3, 32, § 2, 1^o, 39, alinéa 1^{er}, 41, alinéa 1^{er}, 44, § 2, 2^o, 51, alinéa 1^{er}, et 53, alinéa 1^{er}, modifiés par les décrets du 28 mars 2019 et du 13 octobre 2022 ;

Vu le test genre réalisé le 11 avril 2023 en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 avril 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 avril 2023 ;

Vu l'avis de la Chambre de concertation des Arts plastiques, rendu le 15 juin 2023 ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 74.452/4, rendu le 23 octobre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition de la Ministre de la Culture ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 3 avril 2014 relatif aux arts plastiques ;

2° Commission : la Commission des Arts plastiques visée aux articles 73 à 75 du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle ;

3° Ministre : le ou la ministre qui a les arts plastiques dans ses attributions ;

4° Administration : la Direction des arts plastiques contemporains de l'Administration générale de la Culture ou la Cellule architecture du Secrétariat général, selon les cas, assistés si nécessaire par le service général d'Inspection de la Culture ;

5° domaines : les domaines d'activités visés dans l'article 1^{er}, 1°, du décret ;

6° démarche éthique : démarche visant à s'assurer que les producteurs et sous-traitants bénéficient de conditions de travail équitables et respectueuses de la dignité humaine ;

7° durabilité : caractère pérenne et soutenable d'un projet sur le plan artistique, économique, social et environnemental.

CHAPITRE 2. — Procédure d'octroi des aides aux activités et au fonctionnement

Section 1^{ère}. — Dispositions générales

Art. 2. Après consultation de la Chambre de concertation, l'Administration détermine par domaine et par type d'activités, les échéances auxquelles les demandes d'aides doivent lui être adressées. Ces échéances sont publiées sur le site internet de l'administration.

Les bourses et les soutiens ponctuels peuvent être sollicités au moins une fois et au maximum quatre fois par an.

Le projet faisant l'objet de la demande de bourse ou de soutien ponctuel ne peut être entièrement réalisé avant l'échéance prévue pour le dépôt de la demande. Seuls les frais encourus après cette échéance sont éligibles.

Les conventions et les contrats-programmes peuvent être sollicités une fois par an, au plus tard le 31 mars de l'année qui précède leur prise d'effet.

Art. 3. L'Administration met à disposition des demandeurs, pour chaque type d'aide, un formulaire téléchargeable ou à compléter en ligne permettant :

1° d'identifier le domaine d'expression artistique concerné par la demande ;

2° d'identifier le demandeur et le cas échéant le type d'activité exercé ;

3° de recueillir les éléments nécessaires à la vérification des conditions qui se rattachent au type d'aide sollicité ;

4° de recueillir les éléments nécessaires à l'appréciation par la Commission d'avis compétente des critères d'appréciation prévus aux articles 19, 27, 35 et 47 du décret.

Le formulaire est accompagné d'un vade-mecum explicitant les éléments attendus et la procédure à suivre. Ce vade-mecum est soumis à l'approbation du Ministre.

Art. 4. La décision se prononçant sur une demande d'aide est notifiée et accompagnée de l'avis de la Commission ou de l'extrait de l'avis de la Commission qui concerne le demandeur.

Un recours administratif est organisé auprès du Ministre conformément aux principes figurant à l'article 96, § 1^{er}, du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle.

En cas de refus, un projet peut faire l'objet d'une nouvelle demande d'aide pour autant que le projet ait été modifié ou davantage motivé pour tenir compte des remarques émises par la Commission d'avis. Un même projet ne peut être représenté qu'une fois.

Art. 5. Les bourses, les soutiens ponctuels ou les subventions annuelles des conventions et contrat-programmes sont liquidées en deux tranches :

1° une première tranche, représentant 85% du montant accordé, est versée après engagement budgétaire au titre d'avance ;

2° le solde, représentant 15% du montant de l'aide, est versé après réception, vérification et acceptation des pièces justificatives prévues aux articles 21, 29, 39 ou 51 du décret.

L'Administration établit les modèles de rapport d'activité à transmettre par les bénéficiaires.

Section 2. — Dispositions relatives aux bourses

Art. 6. Tous domaines confondus, le montant pouvant être accordé au titre de bourse d'aide à la recherche, à la formation, à la création et à la production artistique est compris entre 1.000 euros et 15.000 euros.

Art. 7. § 1^{er}. La bourse d'aide à la recherche vise à soutenir :

1° les travaux de recherche, de nature esthétique, technique ou conceptuelle ;

2° les projets de monstration ou de résidence nécessitant un soutien théorique, ou un travail rédactionnel visant à étayer une approche, une démarche ou une recherche coordonnée à un développement fondamental ou formel innovant.

§ 2. La bourse d'aide à la formation vise à soutenir la participation à des activités de formation continuée.

Art. 8. § 1^{er}. La bourse d'aide à la création ou à la production artistique vise à soutenir :

1° la création d'une œuvre, d'une pratique ou à soutenir les travaux de recherche esthétique, technique ou conceptuelle étayant une démarche de création ou de production culturelle ou artistique ;

2° le développement de la carrière d'un créateur ou d'une créatrice de la Communauté française.

La bourse d'aide à la création ou à la production artistique n'implique pas nécessairement une obligation de monstration du résultat de ces travaux.

§ 2. Outre les conditions générales prévues à l'article 15, § 2, du décret, l'octroi d'une bourse d'aide à la création ou à la production artistique est soumise aux conditions particulières suivantes :

1° le projet doit témoigner d'une démarche éthique et durable ;

2° dans le domaine de l'architecture, l'objet de la bourse porte sur des projets de nature expérimentale et prospective ;

3° dans le domaine du design et de la mode, les travaux doivent aboutir à la création d'un prototype ou d'une collection capsule.

Art. 9. Le rapport d'activité se rapportant à une bourse est transmis dans les six mois de la finalisation du projet et, au plus tard, dans les trente-six mois qui suivent la décision d'octroi.

Section 3. — Dispositions relatives aux soutiens ponctuels

Art. 10. Tous domaines confondus, le montant pouvant être accordé au titre d'aide à la création, à la production, à la monstration, à la diffusion, à la promotion et à l'équipement d'une ou plusieurs œuvres est compris entre 1.000 euros et 50.000 euros.

Art. 11. Le rapport d'activité se rapportant à un soutien ponctuel est transmis dans les six mois de la finalisation du projet et, au plus tard, dans les trente-six mois qui suivent la décision d'octroi.

Section 4. — Dispositions relatives aux conventions

Art. 12. Tous domaines confondus, le montant annuel pouvant être accordé par le biais d'une convention est compris entre 15.000 euros et 500.000 euros.

Art. 13. Le rapport d'activité annuel se rapportant à une convention est transmis au terme de chaque exercice écoulé, dans les six mois qui suivent la clôture de ce dernier.

Section 5. — Dispositions relatives aux contrats-programme

Art. 14. Tous domaines confondus, le montant annuel pouvant être accordé par le biais d'un contrat-programme est compris entre 400.000 euros et 3.000.000 euros.

Art. 15. Le rapport d'activité annuel se rapportant à un contrat-programme est transmis au terme de chaque exercice écoulé, dans les six mois qui suivent la clôture de ce dernier.

CHAPITRE 3. — *Suspension, modification ou résiliation des conventions et des contrats-programme - Envoi d'un observateur*

Art. 16. § 1^{er}. Le bénéficiaire d'une convention ou d'un contrat-programme est tenu de signaler à l'administration tout changement susceptible d'affecter l'exercice des missions pour lesquelles il est soutenu.

§ 2. Lorsqu'elle est avertie d'un tel changement, ou lorsqu'elle le constate d'initiative, l'Administration établit un rapport motivé contenant :

1° un rappel des missions faisant l'objet de la convention ou du contrat-programme ;

2° les éléments transmis par le bénéficiaire dans son dernier rapport d'activité ;

3° les changements dont l'Administration a été informée, ou qu'elle a constatés ;

4° les propositions formulées par l'Administration, en ce compris une éventuelle suspension, modification ou résiliation anticipée de la convention ou du contrat-programme.

Le rapport est transmis au bénéficiaire concerné, qui dispose d'un délai de trente jours pour formuler ses observations par écrit.

§ 3. Si les observations transmises en application du § 2, alinéa 2, ne permettent pas de lever les constats de l'Administration, cette dernière transmet son rapport et les observations du bénéficiaire à la Commission. Si aucune observation n'a été formulée par le bénéficiaire dans le délai prescrit, seul le rapport est transmis.

La Commission remet son avis sur les propositions de l'Administration dans les soixante jours de sa saisine. A défaut, la procédure peut être poursuivie sans tenir compte des avis rendus hors délais.

Le bénéficiaire concerné peut demander à être entendu par la Commission.

§ 5. Le rapport de l'Administration, l'avis de la Commission et les observations écrites du bénéficiaire sont transmises au Ministre qui peut décider :

1° soit de lever la suspension qu'il avait précédemment décidée en application du § 4 ;

2° soit de suspendre le versement des subventions – ou prolonger la suspension décidée en application du § 4 – le temps que le bénéficiaire se mette en règle ; cette suspension ou prolongation ne peut pas durer plus de six mois ;

3° soit de modifier la convention ou le contrat-programme ;

4° soit de résilier la convention ou le contrat-programme ;

5° soit de laisser la convention ou le contrat-programme en l'état.

La modification ou la résiliation prend effet au 1^{er} jour du mois qui suit la notification de la décision, sans préjudice de la possibilité pour l'Administration en application des règles de contrôle de l'utilisation des subventions :

1° de refuser tout ou partie du versement des tranches de subventions non-encore liquidée en cas d'insuffisance des justifications transmises ;

2° de récupérer tout ou partie des tranches de subventions déjà versées qui auraient été insuffisamment justifiées.

§ 6. Si, au terme de la période de suspension mentionnée au § 5, alinéa 1^{er}, 2°, le bénéficiaire n'a pas remédié aux manquements constatés, l'Administration propose la modification ou la résiliation de la convention conformément aux §§ 2 à 5.

La suspension est maintenue jusqu'à l'issue de la procédure, sans pouvoir être prolongée une nouvelle fois.

§ 7. La suspension du versement des subventions dans l'attente de la remise des justificatifs annuels n'est pas soumise aux dispositions du présent article.

Art. 17. § 1^{er}. Conformément à l'article 59 du décret, la décision d'envoyer un observateur au sein de l'organe de gestion du bénéficiaire d'une convention ou d'un contrat programme est prise par le ministre après avis de la Commission.

§ 2. Lorsque la présence d'un observateur est utile ou nécessaire, l'Administration établit un rapport motivé contenant :

- 1° un rappel des missions faisant l'objet de la convention ou du contrat-programme ;
- 2° les éléments transmis par le bénéficiaire dans son dernier rapport d'activité ;
- 3° les raisons pour lesquelles l'Administration estime la présence d'un observateur est utile ou nécessaire ;
- 4° les contours de la mission à confier à l'observateur, dans le respect de l'article 100 du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle.

Le rapport est transmis au bénéficiaire concerné, qui dispose d'un délai de trente jours pour formuler ses observations par écrit.

§ 3. Si les observations transmises en application du § 2, alinéa 2, ne permettent pas de lever les constats de l'Administration, cette dernière transmet son rapport et les observations du bénéficiaire à la Commission. Si aucune observation n'a été formulée par le bénéficiaire dans le délai prescrit, seul le rapport est transmis.

La Commission remet son avis sur les propositions de l'Administration dans les soixante jours de sa saisine. A défaut, la procédure peut être poursuivie sans tenir compte des avis rendus hors délais.

Le bénéficiaire concerné peut demander à être entendu par la Commission.

§ 4. Le rapport de l'Administration, l'avis de la Commission et les observations écrites du bénéficiaire sont transmises au Ministre qui se prononce sur l'envoi ou non de l'observateur et sur les contours de la mission qui lui est confiée.

CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Art. 19. Le Ministre qui a les arts plastiques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 14 décembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge des Relations Internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes,
B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/48643]

14 DECEMBER 2023. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van de hoofdstukken II en V van het decreet van 3 april 2014 betreffende de beeldende kunsten**

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, artikel 20, gewijzigd door de wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 3 april 2014 betreffende de beeldende kunsten, de artikelen 9, 10, eerste lid, 12, eerste lid, 15, § 3, 16, § 2, 1^o, 21, § 1, eerste lid, 24, § 2, 1^o en § 3, 1^o, 29, eerste lid, 30, derde lid, 32, § 2, 1^o, 39, eerste lid, 41, eerste lid, 44, § 2, 2^o, 51, eerste lid, en 53, eerste lid, gewijzigd bij de decreten van 28 maart 2019 en 13 oktober 2022 ;

Gelet op de gendertest uitgevoerd op 11 april 2023 met toepassing van artikel 4, lid 2, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 20 april 2023;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 28 april 2023;

Gelet op het advies van de Overlegkamer voor de beeldende kunsten van 15 juni 2023;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 74.452/4, uitgebracht op 23 oktober 2023, in toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 2^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister van Cultuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

- 1° decreet: het decreet van 3 april 2014 betreffende de beeldende kunsten;
- 2° Commissie: de Commissie voor Beeldende Kunsten bedoeld in de artikelen 73 tot 75 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe cultuurbestuur;
- 3° Minister: de minister bevoegd voor beeldende kunsten;
- 4° Administratie: de Dienst Hedendaagse Beeldende Kunsten van de Algemene Administratie van Cultuur of de Eenheid Architectuur van het Secretariaat-Generaal, naargelang het geval, indien nodig bijgestaan door de Algemene Inspectie Cultuur;

5° gebieden: de gebieden bedoeld in artikel 1, 1°, van het decreet;

6° ethische aanpak: een aanpak die erop gericht is om producenten en onderaannemers te laten profiteren van eerlijke arbeidsomstandigheden en respect voor de menselijke waardigheid;

7° duurzaamheid: het duurzame karakter op lange termijn van een project in artistieke, economische, sociale en milieutermen.

HOOFDSTUK 2. — Procedure voor de toekenning van steun voor activiteiten en concrete acties

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 2. Na raadpleging van de overlegkamer bepaalt de Administratie de termijnen waarbinnen de steunaanvragen moeten worden ingediend, per sector en per type activiteit. Deze termijnen worden bekendgemaakt op de website van de Administratie.

Subsidies en eenmalige steun kunnen minimaal één en maximaal vier keer per jaar worden aangevraagd.

Het project waarvoor de subsidie of eenmalige steun wordt aangevraagd, kan niet volledig zijn afgerond vóór de uiterste datum voor het indienen van de aanvraag. Alleen kosten die na deze termijn worden gemaakt, komen in aanmerking.

Overeenkomsten en programmaovereenkomsten kunnen één keer per jaar worden aangevraagd, uiterlijk op 31 maart van het jaar voordat ze van kracht worden.

Art. 3. Voor elk type steun voorziet de Administratie de aanvragers van een formulier dat kan worden gedownload of online kan worden ingevuld, tot precisering van:

1° het gebied van artistieke expressie waarop de aanvraag betrekking heeft;

2° de identificatie van de aanvrager en, indien van toepassing, het type uitgeoefende activiteit;

3° de gegevens die nodig zijn om de voorwaarden met betrekking tot het aangevraagde soort steun na te gaan;

4° het verzamelen van de informatie die nodig is opdat de bevoegde adviescommissie de beoordelingscriteria, vermeld in de artikelen 19, 27, 35 en 47 van het decreet, zou kunnen beoordelen.

Het formulier gaat samen met een vademecum waarin de verwachte elementen en de te volgen procedure worden uitgelegd. Dit vademecum wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de minister.

Art. 4. De beslissing over een steunaanvraag wordt meegedeeld en gaat samen met het advies van de Commissie of met het uittreksel uit het advies van de Commissie betreffende de aanvrager.

Er wordt een Administratief beroep georganiseerd bij de minister volgens de principes van artikel 96, § 1 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe cultuurbeleid.

In geval van afwijzing kan voor een project een nieuwe steunaanvraag worden ingediend, mits het project is gewijzigd of beter met redenen is omkleed om rekening te houden met de opmerkingen van de Adviescommissie. Eenzelfde project mag slechts eenmaal worden ingediend.

Art. 5. Beurzen, eenmalige subsidies en jaarlijkse subsidies in het kader van programmaovereenkomsten en overeenkomsten worden in twee termijnen betaald:

1° een eerste schijf, die 85% van het toegekende bedrag vertegenwoordigt, wordt na budgettaire vastlegging als voorschot betaald;

2° het saldo, zijnde 15% van het steunbedrag, wordt betaald na ontvangst, verificatie en aanvaarding van de bewijsstukken bedoeld in de artikelen 21, 29, 39 of 51 van het decreet.

De Administratie stelt de modellen op voor de activiteitenverslagen die de begunstigden moeten indienen.

Afdeling 2. — Bepalingen betreffende beurzen

Art. 6. In alle gebieden ligt het bedrag dat kan worden toegekend als beurs ter ondersteuning van onderzoek, opleiding, artistieke creatie en productie tussen 1.000 euro en 15.000 euro.

Art. 7. § 1. De onderzoeksbeurs is bedoeld ter ondersteuning van:

1° onderzoekswerk van esthetische, technische of conceptuele aard;

2° tentoonstellings- of residentieprojecten die theoretische ondersteuning of redactioneel werk vereisen om een benadering, proces of onderzoek te onderbouwen, gecoördineerd met een vernieuwende fundamentele of formele ontwikkeling.

§ 2. Het doel van de opleidingsbeurs is het ondersteunen van deelname aan activiteiten op het gebied van voortgezette opleiding.

Art. 8. § 1. De subsidie voor artistieke creatie of productie heeft tot doel:

1° de creatie van een werk, een praktijk of ter ondersteuning van esthetisch, technisch of conceptueel onderzoek dat een creatieve benadering of een culturele of artistieke productie onderbouwt;

2° de ontwikkeling van de loopbaan van een schepper uit de Franse Gemeenschap.

De beurs voor artistieke creatie of productie houdt niet noodzakelijk de verplichting in om de resultaten van dit werk te tonen.

§ 2. Naast de algemene voorwaarden bepaald in artikel 15, § 2 van het decreet, is de toekenning van een subsidie voor artistieke creatie of productie onderworpen aan de volgende specifieke voorwaarden:

1° het project moet blijk geven van een ethische en duurzame aanpak;

2° op het gebied van architectuur heeft de beurs tot doel projecten van experimentele en toekomstgerichte aard te ondersteunen;

3° op het gebied van design en mode moet het werk leiden tot de creatie van een prototype of een capsulecollectie.

Art. 9. Het activiteitenverslag met betrekking tot een subsidie moet worden ingediend binnen zes maanden na de voltooiing van het project en uiterlijk binnen zesendertig maanden na de beslissing tot toekenning van de subsidie.

Afdeling 3. — Bepalingen betreffende eenmalige steun

Art. 10. Op alle gebieden ligt het bedrag dat kan worden toegekend als steun voor de creatie, de productie, de tentoonstelling, de verspreiding, de promotie en de uitrusting van een of meer werken tussen 1.000 euro en 50.000 euro.

Art. 11. Het activiteitenverslag met betrekking tot eenmalige steun moet worden ingediend binnen zes maanden na de voltooiing van het project en uiterlijk binnen zesendertig maanden na de toekenningsbeslissing.

Afdeling 4. — Bepalingen met betrekking tot overeenkomsten

Art. 12. Op alle gebieden ligt het jaarlijkse bedrag dat door middel van een overeenkomst kan worden toegekend tussen 15.000 euro en 500.000 euro.

Art. 13. Het jaarlijkse activiteitenverslag met betrekking tot een overeenkomst wordt aan het einde van elk boekjaar ingediend, binnen zes maanden na het einde van het boekjaar.

Afdeling 5. — Bepalingen betreffende programmaovereenkomsten

Art. 14. Voor alle gebieden samen ligt het jaarlijkse bedrag dat via een programmaovereenkomst kan worden toegekend tussen 400.000 euro en 3.000.000 euro.

Art. 15. Het jaarlijks activiteitenverslag met betrekking tot een programmaovereenkomst wordt ingediend op het einde van elk boekjaar, binnen zes maanden na het einde van het boekjaar.

HOOFDSTUK 3. — Opschorting, wijziging of beëindiging van overeenkomsten en programmaovereenkomsten - Sturen van een waarnemer

Art. 16. § 1. De begunstigde van een overeenkomst of programmaovereenkomst is verplicht de Administratie op de hoogte te brengen van elke wijziging die van invloed kan zijn op de uitvoering van de opdrachten waarvoor hij steun ontvangt.

§ 2 Wanneer de Administratie in kennis wordt gesteld van een dergelijke wijziging of wanneer zij deze op eigen initiatief vaststelt, stelt zij een met redenen omkleed verslag op dat:

- 1° een overzicht van de opdrachten waarop de overeenkomst of de programmaovereenkomst betrekking heeft;
- 2° de informatie die de begunstigde in zijn recentste activiteitenverslag heeft verstrekt;
- 3° wijzigingen waarvan de Administratie op de hoogte werd gebracht of die zij heeft vastgesteld;
- 4° de voorstellen van de Administratie, met inbegrip van de eventuele opschorting, wijziging of vervroegde beëindiging van de overeenkomst of de programmaovereenkomst.

Het verslag wordt naar de betrokken begunstigde gestuurd, die dertig dagen de tijd heeft om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen.

§ 3 Indien de opmerkingen verzonden in toepassing van § 2, tweede lid, het niet mogelijk maken de vaststellingen van de Administratie op te heffen, zendt de Administratie haar verslag en de opmerkingen van de begunstigde naar de Commissie. Indien de begunstigde geen opmerkingen heeft ingediend binnen de voorgeschreven termijn, wordt enkel het verslag doorgestuurd.

De Commissie brengt binnen zestig dagen na de verwijzing advies uit over de voorstellen van de Administratie. Indien dit niet gebeurt, kan de procedure worden voortgezet zonder rekening te houden met eventuele adviezen die na het verstrijken van de termijn zijn uitgebracht.

De betrokken begunstigde kan vragen door de Commissie te worden gehoord.

§ 5. Het verslag van de Administratie, het advies van de Commissie en de schriftelijke opmerkingen van de begunstigde worden naar de Minister gestuurd, die kan beslissen:

- 1° de schorsing op te heffen waartoe hij eerder had besloten in toepassing van § 4;
- 2° de betaling van subsidies op te schorten - of de opschorting waartoe in toepassing van § 4 is beslist, te verlengen - totdat de begunstigde de reglementering naleeft; deze opschorting of verlenging mag niet langer dan zes maanden bedragen;
- 3° of de overeenkomst of de programmaovereenkomst te wijzigen;
- 4° of de overeenkomst of de programmaovereenkomst te beëindigen;
- 5° of de overeenkomst of de programmaovereenkomst ongewijzigd te laten.

De wijziging of beëindiging wordt heeft uitwerking met ingang van de 1ste dag van de maand volgend op de kennisgeving van de beslissing, onverminderd de mogelijkheid voor de Administratie, in toepassing van de regels voor de controle op het gebruik van subsidies:

- 1° de betaling van nog niet betaalde subsidieschijven geheel of gedeeltelijk te weigeren als de voorgelegde bewijsstukken ontoereikend zijn;
- 2° reeds betaalde subsidietranches die onvoldoende met redenen omkleed zijn, geheel of gedeeltelijk terug te vorderen.

§ 6. Indien de begunstigde na afloop van de opschortingsperiode bedoeld in § 5, eerste lid, 2°, de vastgestelde tekortkomingen niet heeft verholpen, stelt de Administratie de wijziging of de beëindiging van de overeenkomst voor overeenkomstig de §§ 2 tot en met 5.

De schorsing blijft gehandhaafd tot het einde van de procedure en kan niet opnieuw worden verlengd.

§ 7. De opschorting van de betaling van subsidies in afwachting van de indiening van de jaarlijkse bewijsstukken is niet onderworpen aan de bepalingen van dit artikel.

Art. 17. § 1. Overeenkomstig artikel 59 van het decreet wordt de beslissing om een waarnemer naar het beheersorgaan van de begunstigde van een programmaovereenkomst of overeenkomst te sturen, genomen door de minister na ontvangst van het advies van de Commissie.

§ 2. Wanneer de aanwezigheid van een waarnemer nuttig of noodzakelijk is, stelt de Administratie een met redenen omkleed verslag op met:

1° een overzicht van de opdrachten waarop de overeenkomst of de programmaovereenkomst betrekking heeft;

2° de informatie die de begunstigde in zijn recentste activiteitenverslag heeft verstrekt;

3° de redenen waarom de Administratie de aanwezigheid van een waarnemer nuttig of nodig acht;

4° de reikwijdte van de opdracht die aan de waarnemer zal worden toevertrouwd, in overeenstemming met artikel 100 van het decreet van 28 maart 2019 betreffende het nieuwe cultuurbestuur.

Het verslag wordt naar de betrokken begunstigde gestuurd, die dertig dagen de tijd heeft om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen.

§ 3. Indien de opmerkingen verzonden in toepassing van § 2, tweede lid, het niet mogelijk maken de vaststellingen van de Administratie op te heffen, zendt deze laatste haar verslag en de opmerkingen van de begunstigde aan de Commissie. Indien de begunstigde geen opmerkingen heeft ingediend binnen de voorgeschreven termijn, wordt enkel het verslag doorgestuurd.

De Commissie brengt binnen zestig dagen na de verwijzing advies uit over de voorstellen van de Administratie. Indien dit niet gebeurt, kan de procedure worden voortgezet zonder rekening te houden met eventuele adviezen die na het verstrijken van de termijn zijn uitgebracht.

De betrokken begunstigde kan vragen door de Commissie te worden gehoord.

§ 4. Het verslag van de Administratie, het advies van de Commissie en de schriftelijke opmerkingen van de begunstigde worden toegezonden aan de minister, die beslist over het al dan niet sturen van de waarnemer en over de reikwijdte van de aan hem toevertrouwde opdracht.

HOOFDSTUK 4. — Slotbepalingen

Art. 18. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

Art. 19. De minister bevoegd voor beeldende kunsten is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 december 2023.

Voor de regering:

De minister-president, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
P.-Y. JEHOLET

De minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/000208]

12 JUILLET 2023. — Arrêté ministériel approuvant le dossier de référence de l'unité d'enseignement intitulée " Le trouble du spectre de l'autisme : initiation » (code 984015U36D1) classée dans le domaine des sciences de l'éducation et enseignement de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 137 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale ;

Vu l'avis conforme du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale du 26 mai 2023 ;

Arrête :

Article 1^{er}. Le dossier de référence de l'unité d'enseignement intitulée " Le trouble du spectre de l'autisme : initiation » (code 984015U36D1) est approuvé.

Cette unité d'enseignement est classée dans le domaine des sciences de l'éducation et enseignement de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 28 août 2023.

Bruxelles, le 12 juillet 2023.

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/000208]

12 JULI 2023. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het referentiedossier van de onderwijseenheid " De autismespectrumstoornis : initiatie » » (code 984015U36D1) gerangschikt op het gebied van de opleidings- en onderwijswetenschappen van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 137;